

IINTEGRATION ET COHESION SOCIALES

François Dubet

**Communication à la journée d'étude organisée par l'ACOFIS
à l'Institut du Développement Social, Canteleu, le 15 mai 2008**

« Comment tiennent les sociétés ? » Le problème s'est posé tout au long du 19^{ème} siècle quand les communautés traditionnelles étaient érodées par la révolution industrielle et par la révolution démocratique, quand l'ordre social ne pouvait tirer sa cohérence, ni des dieux, ni des traditions. C'est là que la pensée sociale et la pensée socialiste ont construit une représentation de la vie sociale en terme d'intégration et de solidarité. Nous vivons aujourd'hui, que cela nous plaise ou non, une nouvelle révolution et il n'est pas certain que notre conception de l'intégration et de la solidarité tienne toujours, ce qui provoque de très profonds sentiments de crise. Mais déjà d'autres représentations de l'intégration sociale se dessinent et je voudrais réfléchir un peu sur ce que peut signifier, sociologiquement, et peut-être politiquement, le passage de la notion d'intégration à celle de cohésion sociale car je crois que ce simple changement de vocabulaire est plus qu'une mode ; il est une des signes d'une mutation des représentations de notre vie sociale. Ce glissement des registres n'est pas seulement intellectuel et théorique ; il est aussi, aujourd'hui comme hier, politique si l'on considère que la politique a pour fonction de représenter et de construire une vie sociale relativement ordonnée.

INTEGRATION

Une grande part de la sociologie est née de la question de savoir comment se compose la vie sociale après les diverses ruptures révolutionnaires. Quand on laisse de côté les réponses contre-révolutionnaires pour lesquelles les sociétés ne peuvent être que des communautés tenues par la tradition et le sacré, et quand on refuse tout autant de réduire la vie sociale aux équilibres miraculeux du marché, il apparaît que la pensée sociale a apporté deux grands types de réponses.

La première est l'idée même de société. La vie sociale est perçue comme un ensemble organique, fonctionnel, dans lequel la division du travail sépare les individus tout en les inscrivant dans un ordre cohérent, dans un ordre où chacun est nécessaire, défini et reconnu par son utilité et sa fonction. La Troisième République a été très marquée par le positivisme, par la sociologie de Durkheim et par le solidarisme de Duguit. Mais pour que ce système sociale soit pleinement intégré, il faut aussi que les individus partagent des valeurs et des croyances communes, il faut donc que, l'Église s'affaiblissant et refusant la modernité, elle soit remplacée par d'autres institutions, comme l'école ou l'armée de conscription, capables de forger une socialisation commune, de créer des symboles et des sentiments d'appartenance capables de résister aux effets destructeurs et « atomisant » du capitalisme et de l'individualisme moderne. À terme, l'intégration sociale est conçue comme l'ajustement des individus à leur position grâce à ce que Bourdieu nommait des *habitus* ajustant l'ordre du système à celui des subjectivités. Cette conception de l'intégration sociale a conduit à identifier la République aux institutions de socialisation, notamment à l'école : « la république sera enseignante ou ne sera pas » disait un parlementaire proche de Jules Ferry. Souvent, la société dont on parlait ici, était en réalité la nation incarnée par la République éradiquant les patois, créant une culture commune, un patriotisme, une foi dans le progrès, mais ne visant nullement à bousculer l'ordre social.

La seconde réponse, qui se conjugue souvent à la précédente, porte une formule plus politique « qu'organique ». Les sociétés modernes étant dominées par l'égalité, la liberté et la diversité des intérêts, par la lutte des classes, l'intégration sociale est produite par des mécanismes d'institutionnalisation politique. C'est alors la démocratie qui tient la société. Les partis représentatifs, les syndicats, les mouvements sociaux transforment les conflits en compromis et les compromis en intégration. Ici, le problème majeur est moins celui des valeurs communes que celui de la légitimité du pouvoir, que celui de l'ouverture du jeu démocratique. C'est moins la nature de la société que celle de l'État qui établit l'intégration. Dans ce cas, ce sont les associations, notamment les syndicats et les partis représentatifs, qui fabriquent l'intégration sociale en institutionnalisant progressivement les demandes sociales, en créant des droits sociaux, en forgeant l'État providence, en protégeant successivement les groupes les plus démunis. Force est de constater que ce modèle, comme le précédent a fonctionné efficacement, que les droits sociaux ont succédé aux droits démocratiques, bien que ces droits ne soient pas de même nature, et que dans les pays où la classe ouvrière a été puissante et organisée la rhétorique révolutionnaire n'a pas empêché les pratiques réformistes alors que les révolutions n'ont eu lieu que là où la classe

était faible et là où les avant-gardes révolutionnaires ont liquidé les mouvements ouvriers autonomes.

Ces deux visions se sont combinées et se sont articulées autour du thème de la solidarité républicaine en établissant plusieurs croyances et plusieurs récits sociaux particulièrement forts en France, particulièrement vivants à gauche où les défenses de la République, des droits sociaux, de l'école républicaine, ont été mêlées dans un imaginaire commun porté par le mouvement ouvrier et par la petite bourgeoisie d'Etat. Le parti communiste représentant plus le premier groupe, et le parti socialiste, plus le second.

Parmi ces récits nationaux canonique et aujourd'hui quasiment « sacrés », il y a celui de l'intégration nationale par l'école et par la promotion de l'élitisme républicain. Evidemment, il y a loin de cette représentation à la réalité historique qui ne fut pas toujours aussi glorieuse. Mais il reste que la gauche a fondé son imaginaire dans cette représentation et dans cette croyance. Un autre récit, est celui des conquêtes sociales : les grandes grèves, juin 36, la Libération, Mai 68 ont transformé des conflits en acquis. Et on sait à quel point cette représentation de la solidarité participe de la légitimité des « acquis », même si l'histoire de l'Etat providence est plus proche de ce qu'Esping Andersen nomme le « corporatisme conservateur » que d'une fresque héroïque. C'est aussi le récit du « creuset » français dans lequel l'intégration des travailleurs immigrés se faisait par l'école et par le travail au prix d'une dilution des identités culturelles dans un modèle français à la fois universel et national. Là encore, il y a loin des représentations aux faits qui furent bien plus cruels. Mais il reste que ces représentations sont extrêmement vivantes, comme le montrent les discours des candidats aux élections présidentielles, et que les représentations ont aussi une grande efficacité sociale parce qu'elles forgent des identités et des idéaux. Grâce à cette conception de la solidarité et de la République, la société industrielle a fini par se combiner au capitalisme sous l'emprise d'une classe dirigeante plus « colbertiste » que véritablement libérale. C'est ce qu'on appelle le modèle républicain.

Cette conception, qui reste au cœur de la pensée de gauche, a acquis une grande force, une force si grande même que, quand la gauche était politiquement minoritaire, on pouvait penser que sa pensée était idéologiquement hégémonique. En France, bien plus qu'ailleurs, elle a associé la construction de la nation au progrès social, la démocratie à la puissance des institutions, la faiblesse relative des syndicats aux conquêtes sociales. Aujourd'hui, beaucoup de militants perçoivent les années soixante comme une sorte de paradis perdu dans lequel la foi dans le

progrès, l'autorité de l'Etat gaulliste et la puissance du parti communiste se conjuguèrent pour produire toujours plus de solidarité et d'intégration¹.

L'ÉPUISEMENT D'UN MODÈLE

Il semble évident que nous vivons aujourd'hui des mutations aussi brutales que celles que connurent les sociétés européennes au 19^{ème} siècle. Alors que le capitalisme détruisait l'ordre ancien des communautés, ce qu'on appelle aujourd'hui la globalisation menace notre modèle d'intégration sociale. Dès lors, nous faisons de ce modèle une icône de la même manière que les communautés paysannes furent enrobées dans un romantisme folklorique au moment où elles s'éteignaient.

Le changement le plus lourd vient sans doute du déclin des capitalismes nationaux maîtres de leur monnaie et de leurs frontières et pouvant pratiquer les politiques keynésiennes. Mais nous savons, depuis 1983, que l'augmentation des revenus n'accroît pas automatiquement la demande nationale quand on achète les vêtements en Chine, les écrans plasma en Corée et les voitures sur l'ensemble de la planète. Le temps où le programme commun de la gauche dénonçait le « capitalisme monopoliste d'Etat » semble bien loin.

Dans cette nouvelle phase de développement du capitalisme où la France ne perd pas systématiquement et toujours, l'Etat nation abandonne une part de sa souveraineté car il dépend de plus en plus d'instances supranationales. Il perd aussi une part de son homogénéité culturelle tant il semble évident que nous entrons dans des sociétés multiculturelles. Et sur ce plan, une société aussi culturellement homogène que la société française est particulièrement déstabilisée. Cette véritable mutation provoque deux réactions opposées et associées. La première est celle d'une sensibilité populiste défendant l'intégration nationale sur le modèle de la communauté, quand ce n'est pas ce n'est pas celui de la race et de l'identité nationale. Les plus pauvres des Français y sont sensibles, mais la même réaction s'observe en Suisse quand les plus riches craignent de partager. La seconde réaction est celle de la défense d'un modèle national républicain universaliste qu'il convient de préserver contre les menaces venues, elles aussi, de l'étranger. Bien qu'il n'y ait pas d'équivalence morale entre ces deux réactions, force est de constater qu'elles s'associent quand il s'agit de voter sur un projet de constitution européenne.

¹ Là encore, une observation fine des données sociales devraient nous rendre plus prudents.

De manière générale, cette mutation est vécue comme une menace. Elle engendre un sentiment de crise, un sentiment de croissance continue des inégalités, un sentiment d'incertitude... Or, bien qu'il ne soit pas très populaire de le souligner, il n'est pas vrai que les inégalités ne cessent de croître partout et toujours, il n'est pas vrai aussi que les conditions de vie se dégradent partout et toujours, ce qui ne rend évidemment pas les injustices tolérables pour autant. Pourtant, les sondages indiquent avec constance que les Français ont le sentiment que tout va toujours plus mal, qu'aujourd'hui est pire qu'hier et que demain sera pire qu'aujourd'hui. En fait ce sont moins les inégalités qui s'accroissent que l'incertitude, que le sentiment sourd qu'un modèle d'intégration sociale et nationale se défait. Ceci explique d'ailleurs que le sentiment de croissance des inégalités est beaucoup plus prononcé en France que dans des pays proches où, cependant, les inégalités sont plus fortes. Mais il est vrai que ces pays ont développé un modèle d'intégration sociale et nationale beaucoup moins ambitieux que le notre.

Ces changements ne sont pas seulement de l'ordre de l'imaginaire et des représentations. Les grandes institutions sont en crise, alors même que leur emprise sur la société n'a cessé de s'étendre. Or, toutes ces institutions, l'école, l'hôpital, la justice... ont les plus grands doutes quant à leurs finalités et leurs fonctions. Elles sont moins définies par leurs valeurs qu'elles incarnent que par leurs capacités de répondre aux demandes, inépuisables et parfois contradictoires, des « usagers ». Alors qu'elles n'ont jamais été aussi « performantes », elles sont critiquées de toute part : elles créent des inégalités, elles ne résolvent guère les problèmes sociaux, elles sont soumises à des changements continus... Aussi les professionnels des institutions républicaines se sentent-ils menacés, ont-ils l'impression de perdre leur légitimité et leur autorité et beaucoup d'entre eux, à l'école notamment, sont séduits par les discours les plus conservateurs attachés à un âge d'or républicain à jamais perdu.

Alors que longtemps les mouvements sociaux ont été dominés par le seul mouvement ouvrier structurant l'opposition entre la gauche et la droite, nous assistons à une diversification considérable de ces mouvements allant des protestations morales en faveur des sans papiers, par exemple, aux mouvements de « Nimby » défendant leur environnement immédiat, en passant par les mouvements identitaires et la concurrence des mémoires. Quand aux syndicats, ils sont de plus en plus confinés au seul monde des grandes entreprises et de la fonction publique. Cet éclatement de la scène sociale, que l'on peut aussi tenir pour un succès de la démocratie puisqu'il fait émerger d'autres problèmes et d'autres acteurs, a cependant pour conséquence de diversifier

et de rendre plus instables les mécanismes de la représentation politique et d'accélérer le « flottement » des électorats. Ni la gauche, ni la droite ne peuvent s'appuyer sur des électorats tenus pour plus ou moins « captifs ».

Alors que nous ne sommes ni sensiblement plus pauvres, ni sensiblement plus inégaux, nous avons une conscience aiguë de nouveaux problèmes sociaux. Ainsi, des inégalités peu visibles ou plus ou moins supportées nous paraissent scandaleuses et choquantes. Jusque là subsumées par les seules inégalités de classes, elles émergent comme des problèmes nouveaux. Ce sont les inégalités entre les classes d'âges, entre les régions, entre les sexes, entre les groupes culturels... Les sciences sociales et la statistique jouent un grand rôle dans la prise de conscience de ces nouvelles lignes de clivage et, surtout, elles soulignent comment les institutions chargées de produire de l'intégration participent parfois à la construction de ces inégalités, contribuant ainsi au désenchantement. Par exemple, bien que l'école soit plutôt moins inégalitaire qu'autrefois, les inégalités scolaires sont de moins en moins tolérées. Il est aussi vrai que l'esprit de l'égalité démocratique s'est renforcé et que les inégalités sont moins supportables, y compris quand elles se réduisent tendanciellement comme c'est le cas pour les femmes ; bien plus « égales » qu'autrefois, elles sont cependant plus sensibles aux inégalités qu'elles subissent.

Ces problèmes et ce climat changent nos perceptions de la justice sociale. Le thème de l'égalité des chances se substitue progressivement, y compris à gauche, à celui de l'égalité sociale, pendant que les enjeux de la discrimination positive, qu'elle soit plus ou moins cachée derrière des politiques sociales générales, finissent par s'imposer dans les esprits. En réalité, tous ces changements sont fondamentaux car nous pensons moins en termes d'intégration qu'en termes de juste distribution ou, pour le dire plus brutalement, d'inégalités justes.

Le changement le plus sensible est sans doute le passage d'une question sociale identifiée à la question ouvrière, vers une question urbaine incarnée par les banlieues et les émeutes des jeunes. Ici, on parle moins d'exploitation que d'exclusion, d'inégalités que de ghettos, de culture populaire que de différences culturelles... Dans une large mesure, nous retrouvons la figure des « classes dangereuses » où se mélangent pauvreté, relégation, dépendance, délinquance et révoltes sociales. La question de l'intégration nationale et culturelle se mêle à la vieille question sociale et on doit bien constater que c'est ainsi que les acteurs s'en saisissent en évoquant l'histoire coloniale française au moment où les politiques de la ville conduites depuis plus de vingt ans ont déçu. En ce domaine, dire que c'est pire aux Etats-Unis est une maigre consolation.

Toute ceci engendre un sentiment de crise si profond que se développe une critique attribuant les malheurs de l'intégration « à la française » à une emprise extérieures, voire à un complot néolibéral conduit par les Etats-Unis. (Il est vrai que Bush rend service en la matière) Dès lors, la protestation sociale contre les patrons cède le pas à une défense nationale contre la globalisation, à une défense du modèle d'intégration identifié à la nation. Il faut souligner que ce sentiment est particulièrement vif en France car notre pays, bien plus que d'autres, s'est perçu pour une société intégrée par ses institutions, son Etat et ses luttes sociales. Il va de soi que cette crise est dramatiquement ressentie à gauche quand se réduit l'espace de l'intégration et quand la défense du passé se substitue parfois à l'imaginaire du progrès et de la construction de l'avenir. La gauche ne survivra pas longtemps si elle reste centrée sur la seule préservation d'un système de solidarité qui s'épuise pratiquement.

Avant d'aller plus loin, je voudrais affirmer que ce n'est pas porter une critique frontale contre le modèle de l'intégration que de dire qu'il se heurte à de grandes difficultés et que de se demander s'il n'est pas en train de s'épuiser en ne protégeant efficacement qu'une part de plus en plus réduite de la population. De la même manière, ce n'est pas critiquer contre ce modèle que de constater que le reste du monde n'aura sans doute pas la bonne grâce de changer de nature afin que notre conception de l'intégration et de la solidarité survive en l'état.

QUE SIGNIFIE LA COHESION SOCIALE ?

La fin d'un modèle n'étant pas la fin du monde, il faut donc chercher les signes d'une recomposition de la figure de l'intégration. Nous les résumerons sous le terme vague de cohésion, en faisant, a priori, l'effort de ne pas le réduire à une simple ruse de la pensée néolibérale. Aussi je supplie le lecteur d'aller plus loin dans la lecture de ce texte, ma conviction étant qu'il peut y avoir un modèle de gauche de la cohésion sociale, comme il y eut un modèle de gauche de l'intégration.

Des institutions aux individus. Une des caractéristiques de l'idée de cohésion sociale vient de qu'elle déplace l'action publique des institutions vers les individus. Il s'agit moins de donner des garanties et des positions que de développer des moyens d'agir. Considérant que les sociétés sont plus mobiles, il s'agit d'armer les individus plutôt que de leur offrir des places. Ainsi va-t-on

insister sur la formation, sur l'éducation de base, sur l'*empowerment*, sur les « capacités » des individus dirait Sen, afin que ces individus disposent de ressources et de capacités d'agir en fonction de ce qu'ils trouvent bon. Evidemment, dans ce modèle, l'individu n'est plus l'ennemi qui atomise la société, il est l'acteur de base de la vie sociale et la gauche aurait de le percevoir que sous la figure d'un acteur égoïste et cynique. Déjà, les politiques publiques parlent de plus en plus de « contrats », de « projets », de soutiens à des projets, cherchant à éviter l'assignation à des mécanismes d'assistance et l'enfermement dans des seuils de droits.

Le fait d'assurer les parcours et la mobilité plutôt que de maintenir un ordre dans lequel chacun aurait une place éternelle est perçu comme un saut dangereux dans l'inconnu. Aussi, depuis trente ans, avons-nous « choisi » le chômage plutôt que l'emploi, les retraites plutôt que la formation, l'équipement universitaire des petites villes plutôt que la construction de grandes universités performantes, y compris pour les étudiants... On préfère payer des formations de proximité, plutôt que permettre aux étudiants de se déplacer et de loger loin de chez eux. Tout serait parfait si cette politique n'avait pas conduit à creuser la distance entre les « inclus protégés » et les « exclus assistés » et d'ailleurs, de moins en moins assistés. Le modèle danois et les politiques blairistes ont été décrites, à gauche, comme des repoussoirs au moment où les banlieues brûlaient et quand les taux de chômage des jeunes français battaient les records d'Europe, au moment où les jeunes Français cherchaient du travail à Londres pendant que les riches retraités anglais venaient s'installer en France. Or, il est peut-être plus efficace et plus juste de protéger les parcours que de protéger les places. Après tout, il y a bien longtemps que le droit de la famille vise plus à protéger des risques tenant aux divorces et aux séparations, plutôt que de défendre des familles perpétuellement stables en abandonnant les autres à leur triste sort. Mais nous avons du mal à penser ainsi dès qu'il s'agit du travail.

Jacques Donzelot a raison de se demander s'il est sage de défendre une mixité urbaine que nous sommes incapables de réaliser, alors qu'il faudrait assurer la mobilité des groupes et des individus. Quand on interroge les habitants des grands ensembles de banlieue défavorisés, ce qui leur est le plus intolérable n'est pas toujours la qualité des équipements publics et sociaux, d'autant plus que cette qualité est parfois bonne, mais c'est le fait qu'ils sont assignés à résidence, incapables de partir et de bouger dans l'espace urbain. Mais il est vrai que l'imaginaire de l'intégration républicaine vise plus à construire un territoire parfaitement homogène qu'à permettre aux individus de s'y déplacer. Et comme la droite n'est pas hostile à la ségrégation, la situation est parfaitement bloquée depuis plus de vingt ans.

Déplacements des politiques publiques. De manière générale, on passe des politiques publiques universelles à des politiques publiques ciblées et combinant l'action de l'Etat à celle de la société civile et des associations. Evidemment, ces politiques plus mixtes, plus décentralisées et plus éphémères, sont souvent vécues comme un abandon de la souveraineté et de l'intégration nationales. Mais est-il vraiment scandaleux que l'épicier du village tienne aussi le rôle du facteur dans les zones rurales désertées et soit rétribué pour cela ? Serait-il scandaleux que l'école se soucie des besoins de la communauté locale. J'observe d'ailleurs que c'est ce qui se pratique parfois, mais la gauche a du mal à assumer idéologiquement ce qu'elle fait pratiquement et à le revendiquer quand la droite ne le fait pas. Le Pays basque industriel est sorti d'une crise économique profonde en associant de manière très volontariste les pouvoirs publics, l'université et les entreprises afin de développer des réseaux d'innovations et de mutualiser des ressources privées et publiques. Bien des présidents de Région essaient de le faire, mais quel parti de gauche oserait faire campagne sur une politique a priori soupçonnée d'abandonner l'idéal de l'intégration nationale et de l'égalité, formelle en la matière, des territoires ?

Sur quelles communautés faut-il s'appuyer ? Le modèle de l'intégration n'a accordé de réelle légitimité qu'aux représentations issues du travail. Les syndicats peuvent même représenter les non syndiqués, ce qui est sans doute une très bonne chose. Mais comment représenter les autres identités et les autres intérêts. La peur du communautarisme, nous conduit à contraindre au silence politique des groupes d'intérêts qualifiés « d'égoïstes » mais qui agissent malgré tout par la bande, et tous ceux que l'on regroupe en fait au nom de leur identité « ethnique » sans que ces identités aient voix au chapitre. Comme toutes les sociétés multiculturelles, la France « s'ethnicise », mais son idéal d'intégration refuse de donner une expression politique à ce processus sous le prétexte qu'il n'est pas bon en soi. C'est avoir fort peu confiance en la démocratie et croire que les choses n'adviennent pas parce qu'on ne les regarde pas.

Une autre justice sociale. Comme je l'ai évoqué, l'horizon de justice est moins l'utopie de l'égalité pure dans un monde enfin réconcilié, que l'égalité des droits et l'égalité des opportunités. Avec l'égalité des chances qui s'impose aujourd'hui comme le seul horizon de justice, la droite peut offrir une image « darwinienne » de ce principe : malheur au vaincu s'il a eu autant de chances que les autres ! En revanche, une politique de gauche peut redistribuer les ressources de base, diversifier les politiques, limiter le poids de l'héritage... afin de compenser les inégalités sociales initiales et les inégalités « naturelles ». Ce tels mots d'ordre semblent acquis, mais force et de

constater qu'il y a loin de la coupe aux lèvres quand, par exemple, on ne parvient pas à donner plus à ceux qui ont moins en matière d'éducation ; pire, quand on continue à donner plus à ceux qui ont plus parce qu'ils sont meilleurs élèves et que leurs études sont plus longues et plus onéreuses. Bien sûr, il faudrait beaucoup de courage pour dire publiquement que la quasi gratuité des études supérieures est, de ce point de vue, un cadeau fait aux riches qui font des études plus longues, plus rentables, plus coûteuses pour la collectivité, alors que ces études sont payées par tous. Il faudrait aussi beaucoup de courage pour arbitrer entre des diplômes rares et très sélectifs garantissant des sortes de « rentes » à leurs propriétaires parés des vertus de l'élitisme républicain, et des systèmes de formation ouverts tout au long de la vie et capables de mesurer des compétences acquises à l'école comme au travail. Pourquoi la gauche s'engage-t-elle si peu sur ce point quand la droite ne s'en soucie guère ? Pire, pourquoi la gauche monte-t-elle au créneau pour défendre si ardemment des formes de sélection qui ne sont justes que dans leur forme ? Le thème de la reconnaissance, de la lutte contre le mépris, de l'égalité des identités des individus et des groupes, s'impose progressivement à côté d'une conception purement redistributive de la justice. Il ne s'agit pas seulement de traiter les individus de manière égale, il faut aussi les traiter avec suffisamment de respect pour qu'ils acquièrent une égale dignité et une égale capacité d'agir.

S'il est si difficile pour la gauche de changer de point de vue, si, bien souvent, des élus de gauche font sur le terrain autre chose que ce que l'idéologie commande, c'est parce que la représentation de la vie sociale en termes de cohésion est perçue comme un renoncement. En effet, le modèle de l'intégration a été pensé comme une forme de résistance au capitalisme, comme une manière de s'en protéger alors que le thème de la cohésion est plutôt défini comme une façon de le domestiquer. Toute la littérature économique et sociologique sur le « capital social » ne cesse de développer ce thème. Dans un débat sans fin, elle vise à montrer que les vices du marché peuvent devenir des vertus publiques dès lors que le marché est régulé, et que les vertus publiques, la confiance sociale et la qualité des équipements publics notamment, sont favorables au développement du marché. Par exemple, la « mayonnaise » prendrait en Emilie-Romagne en raison de la densité des relations et de la confiance entre les acteurs, alors que les régions dépourvues de ce capital et ne comptant que sur la famille et sur l'Etat resteraient mal développées. Bien sûr, tout ceci peut être largement idéologique, mais quand on voit le mal que se donnent les élus pour attirer les investissements, il faut bien admettre que le thème a quelque réalité. Dans tous les cas, la notion de cohésion vise à dire que la vie sociale est moins un système qu'une activité, et que cette activité purement sociale, plus ou moins intéressée ou gratuite, est aussi un bien économique.

* * *

Il me semble que nous changeons insensiblement de « paradigme » et bien d'autres pays le font beaucoup plus rapidement que la France qui fut, par excellence, le pays de l'intégration, en tous cas, le pays du récit de l'intégration. Ce changement, peu formalisé intellectuellement, est sans doute aussi important que celui du passage de la communauté à la société qui structura l'entrée dans la société industrielle. De même que le passage de la communauté à la société a été difficile et vécu de manière ambivalente, car il était à la fois le triomphe du capitalisme inégalitaire et celui de la démocratie, le thème de la cohésion correspond à la fois à une nouvelle étape du capitalisme et à une façon de résister à ses effets désastreux en le contrôlant.

Il va de soi que le passage intellectuel et politique de l'intégration à la cohésion représente un grand risque et qu'il serait facile de montrer que le thème de la cohésion n'est que du libéralisme déguisé, ce que ne cesse de dénoncer la gauche de la gauche dans un pays où le mot « libéral » est une insulte alors que, partout ailleurs, il situe à gauche. Mais il est clair aussi que la droite s'appuie sur un autre cadre politique : celui d'un vrai libéralisme économique confiant dans les seules vertus du marché, associé à un certain conservatisme culturel. Elle aime le marché, elle déteste Mai 68. En face, la gauche hésite et, plutôt que de franchir le pas d'une nouvelle forme de pensée et d'action, elle préfère en appeler aux mânes de l'intégration alors même que le modèle s'épuise inexorablement. Dès lors, son espace politique se rétrécit, elle finit pas ne plus s'appuyer que sur les secteurs sociaux que l'Etat défend encore et par creuser l'écart entre ses discours, assez confus ces temps-ci, et ses pratiques. Au prix de beaucoup de courage intellectuel et politique, la gauche est née de la grande Révolution, de la révolution industrielle et de la construction d'une nation républicaine. Or cet héritage s'épuise et il faudra sans doute le même courage à la gauche pour renaître aujourd'hui, à moins de considérer que son unique destin est de remplacer la droite quand elle fait faillite. Mais alors, pour faire quoi ?

François Dubet